• La réalisation suprême de l'Uruguay Round est, sans aucun doute, la création de l'Organisation mondiale du commerce. Une telle organisation est indispensable pour la supervision du fonctionnement de l'«engagement commun» que tous ont accepté. De plus, grâce à cette organisation, les ministres du Commerce pourront assurer une meilleure surveillance politique du régime dans les années à venir.

Néanmoins, Monsieur le Président, en dépit de tous les efforts déployés pendant sept années et demie, notamment à Seattle en novembre dernier, nous sommes confrontés à des défis encore plus grands. Il est évident que nous devons tous agir rapidement pour que l'Organisation mondiale du commerce puisse être mise en place intégralement, un sujet qu'abordera M. Kim plus tard. Je tiens à souligner que le Canada entend ratifier l'accord d'ici la fin de l'année. La législation nécessaire sera d'ailleurs introduite avant la fin du mois.

Mais même lorsque l'Uruguay Round aura été appliqué intégralement, notre travail ne fera que commencer. Nous devons conclure d'importantes négociations relatives à l'accession. Nous envisageons une accession rapide de la Chine et de la Chine de Taipei dès le 1^e janvier si possible. Il faut maintenant commencer à faire avancer le régime commercial réformé pour que nous puissions aborder tous ensemble le XXI^e siècle.

Les relations économiques et politiques entre nations comportent manifestement des réalités nouvelles. Le régime commercial n'est plus le domaine de quelques pays puissants. Tout au long des négociations de l'Uruguay Round, nous avons assisté à une modification du rôle joué par d'importants participants. Plus important encore, les pays en développement, de l'APEC et d'autres régions du monde, ainsi que des «économies en transition», ont exigé et obtenu d'occuper une place égale à la table de négociation. Ils ont insisté pour que leurs besoins soient pris en compte et se sont montrés disposés à assumer une plus grande part des responsabilités.

Nul ne peut prédire toutes les répercussions des changements passés ou prévus. Mais je suis certain d'une chose. Les échanges commerciaux prennent une dimension nouvelle. De plus en plus, ce que nous avons en commun prend le pas sur ce qui nous différencie. Pays développés comme pays en développement, nous partageons de plus en plus les mêmes objectifs. Nous souhaitons tous accroître notre niveau de vie tout en respectant l'environnement. Et nous cherchons tous à jouir des mêmes possibilités pour concrétiser ces aspirations, notamment par un accès plus sûr aux marchés mondiaux. Notre taille et notre niveau de développement sont bien sûr différents mais nous sommes, plus que jamais, égaux dans notre droit d'exiger l'égalité des chances.